

- REUNION -

BULLETIN TRIMESTRIEL DE CONJONCTURE

**Suivi de la conjoncture
financière et bancaire**

~

N° 123

1^{er} trimestre 2005

~

- Juillet 2005 -

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. L'enquête auprès des Etablissements de Crédit	9
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière	10
<i>Les placements des ménages</i>	13
<i>Les disponibilités des entreprises</i>	13
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière	14
4.1 <i>Concours consentis par les établissements de crédit locaux</i>	14
<i>L'endettement des ménages</i>	15
<i>L'endettement des entreprises</i>	15
4.2 <i>Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
5. La position extérieure nette du système bancaire local	17
6. Risques sectoriels	18
7. Rappel des taux	20
7.1 <i>Taux réglementés</i>	20
7.2 <i>Principaux taux de marché</i>	20
7.3 <i>Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises</i>	20
7.4 <i>Taux de l'usure</i>	20
8. Monnaie fiduciaire	21
8.1 <i>Emission mensuelle de billets euros</i>	21
8.2 <i>Emission mensuelle de pièces euros</i>	21

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Enquête

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'Iedom auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (17 établissements sont concernés).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les évolutions (passées ou prévues) relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que les opinions relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs, climat social et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression ou qu'une situation est en amélioration et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement ou qu'une situation est en dégradation.

3) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuille-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'île.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées, les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

4) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés d'abord les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux et ensuite les crédits accordés par les EC locaux et les principaux EC non installés localement.

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant dans les DOM sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit

local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden, Natexis et la Compagnie de financement foncier.

Les entrepreneurs individuels sont éclatés entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des « EI » ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

5) Service central des risques (SCR) et SCR douteux

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 45 000 euros de crédits (dans les DOM) par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

Il est complété par les statistiques collectées mensuellement par l'Iedom sur les encours de créances douteuses déclarés localement par les établissements de crédit à partir d'un encours de 10 000 euros ainsi que les arriérés sociaux d'un montant supérieur à 22 500 euros et transmis par la Caisse Générale de Sécurité Sociale.

6) Position extérieure nette

La position extérieure nette du système bancaire local résulte de la différence entre avoirs et engagements extérieurs des établissements de crédit de la place.

1. Synthèse

I – Evolution conjoncturelle

La conjoncture bancaire et financière à la Réunion au premier trimestre de l'année 2005 est conforme aux tendances traditionnellement observées par la place avec un début d'année calme en comparaison du dynamisme qui caractérise généralement le dernier trimestre. Certaines tendances se dégagent pourtant déjà, comme le maintien d'une forte croissance du marché du crédit à l'habitat qui profite de conditions de taux toujours très avantageuses et la prudence des ménages qui souhaitent visiblement maintenir un niveau d'épargne élevé. S'agissant des entreprises, la progression sensible des crédits d'investissement observée en 2004 semble marquer le pas en ce début d'année. Enfin, le niveau de risque, mesuré par le taux de créances douteuses, est en hausse après plusieurs années de baisse ininterrompue. A l'exception de ce dernier point, la grande majorité des établissements financiers anticipent une amélioration de l'activité et des indicateurs au second trimestre.

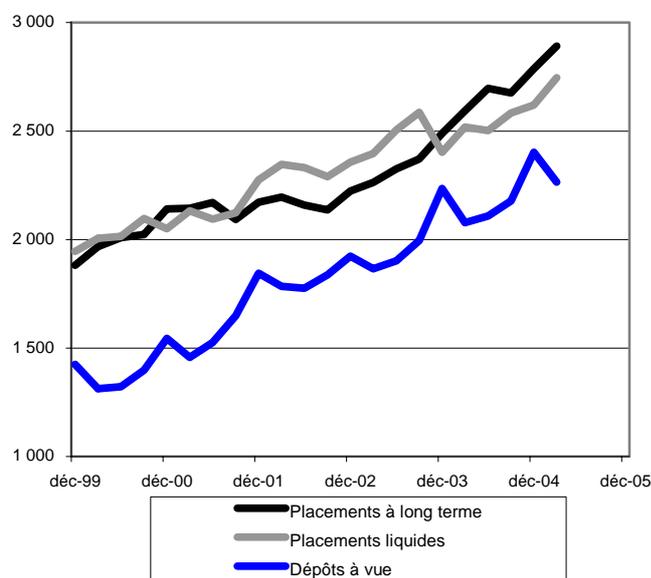
a) les actifs financiers

A la fin du premier trimestre 2005, le total des **actifs financiers** de la clientèle s'élevait à 7,9 milliards d'€, soit une progression de 92 millions d'€ sur le trimestre (+ 1,2 %), bien supérieure à celle observée au premier trimestre de l'année précédente (+ 63 millions d'€ et + 0,8 %). Cette variation est très largement imputable aux ménages (+ 44 millions d'€) et aux autres agents (+ 47 millions d'€), tandis que les actifs détenus par les entreprises ont stagné. Sur un an, la valeur des actifs financiers s'est accrue de 9,9 %.

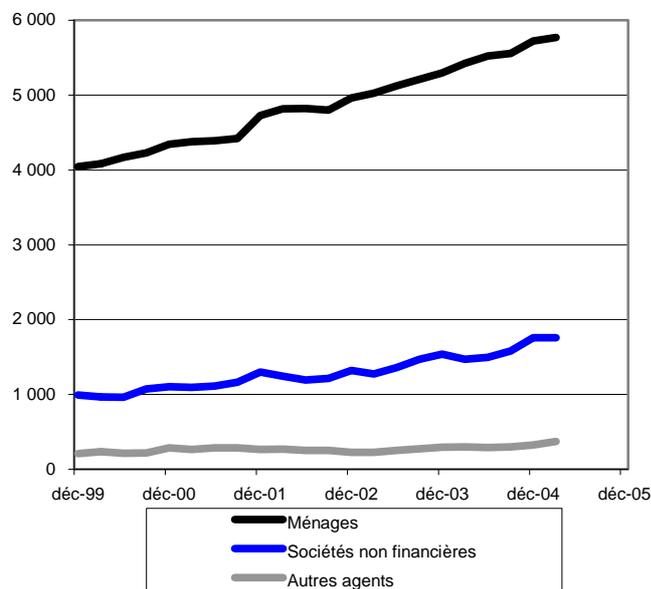
Comme chaque début d'année, les **dépôts à vue** s'affichent en recul (- 137 millions d'€ sur le trimestre, soit - 5,7 %) après avoir fortement progressé en fin d'année, traduisant des arbitrages effectués par les agents économiques réunionnais vers des placements plus rentables. Ils représentent 2,3 milliards d'euros au total, dont 1,3 milliard détenus par les ménages, 817 millions par les entreprises et 373 millions pour les autres agents. Seuls ces derniers ont enregistré une hausse de leurs liquidités à vue.

Les **placements liquides ou à court terme** ont profité de ces arbitrages avec une progression de 4,8 % sur le premier trimestre (+ 126 millions d'€), qui résulte notamment du placement des liquidités des entreprises (+ 73 millions d'€ soit + 11,4 % sur le trimestre) et, dans une moindre mesure, des particuliers (+ 50 millions d'€ soit + 2,6 % sur le trimestre). Les comptes d'épargne réglementés (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi, et comptes épargne logement) drainent une partie toujours significative de l'épargne des ménages mais progressent moins rapidement (+ 40 millions d'€ soit + 2,5 %) que les placements indexés sur les taux de marchés (+ 86 millions d'€ soit + 8,5 %) qui bénéficient de la faveur des entreprises et des institutionnels.

Evolution comparée des actifs financiers (en millions d'€)



Décomposition des actifs financiers par agent économique (en millions d'€)



Les **placements à long terme**, y compris les produits d'assurance-vie, progressent de 103 millions d'€ sur le trimestre (+ 3,7 %) pour atteindre un total de 2,9 milliards d'euros, soit 36,6 % des actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais. Les ménages, qui en détiennent une proportion de 86 %, voient leurs placements à long terme progresser de 69 millions d'€ au premier trimestre (+ 2,9 %), alors que ceux des sociétés non financières et des autres agents croissent de 34 millions d'€ (+ 9,1 %). Compte tenu de la bonne orientation des marchés financiers, les placements en OPCM non monétaire, en portefeuille titres et en produits d'assurance vie enregistrent les plus fortes progression d'encours au cours du trimestre (+ 89 millions d'€, soit + 5 %).

b) Les passifs financiers

Le total des passifs financiers recensés par l'IEDOM s'élève à 11,0 milliards d'euros au 31 mars 2005, en hausse de 8,1 % par rapport à mars 2004 (mais en recul de 0,1 % sur le trimestre par rapport à fin décembre 2004). La part des concours octroyés par les établissements non installés localement représente 25,3 % du total.

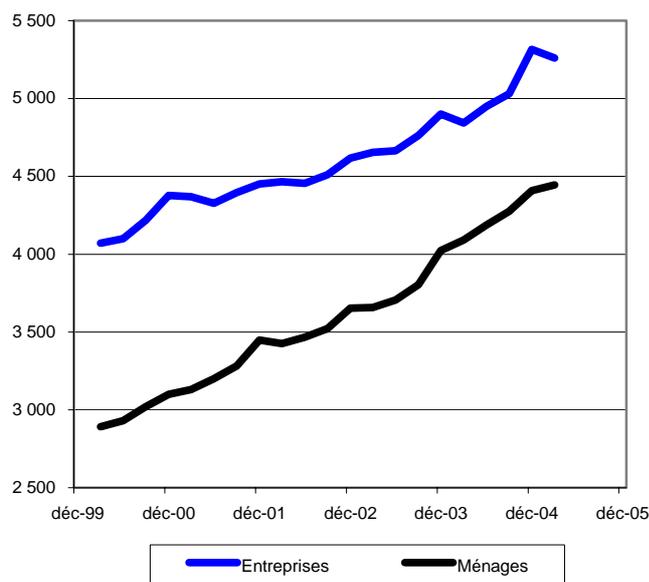
Avec un total de 5,3 milliards d'euros, les **entreprises** sont les principales bénéficiaires des concours bruts totaux octroyés dans le département. Leur endettement, qui progresse de 8,6 % en un an, est constitué majoritairement de crédits liés à l'activité immobilière (40,7 % à fin mars 2005) et de crédits d'investissement (38,2 %).

Les crédits attribués aux **ménages**, constitués à 63,6 % de crédits à l'habitat et à 31,4 % de crédits à la consommation, atteignent 4,4 milliards d'euros à fin mars 2005, en progression de 8,7 % en glissement annuel. L'endettement des **administrations publiques locales**, principalement sous la forme de crédits à l'équipement, s'établit à 1,1 milliard d'euros, tandis que celui des **autres agents économiques** représente un encours de 0,2 milliard d'euros.

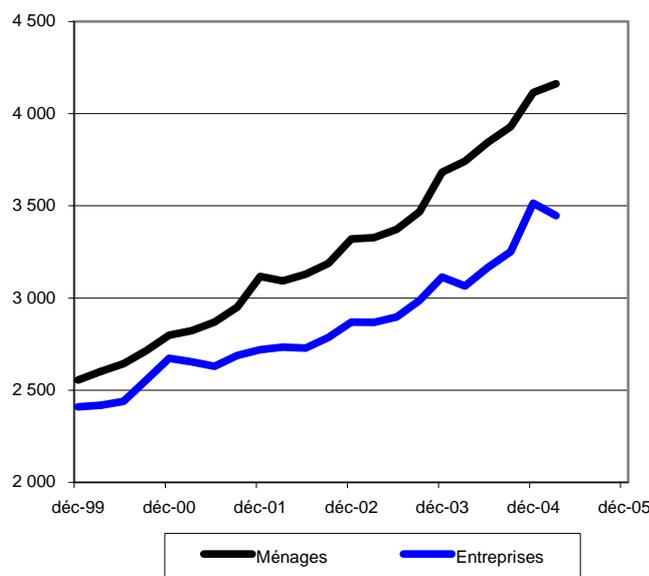
Parmi ces concours, ceux octroyés par les seuls **établissements de crédit locaux** s'établissent à 8,2 milliards d'euros à la fin du premier trimestre 2005. Ce montant s'inscrit en hausse de 12,4 % en glissement annuel, mais reste inchangé par rapport au trimestre précédent.

Les particuliers sont les principaux débiteurs des établissements de crédit locaux. Leur dette, en hausse de 11,2 % en glissement annuel (et de + 0,9 % sur le trimestre), s'élève à 4,2 milliards d'euros en mars 2005, soit 51 % du total des concours bruts consentis. Elle se compose majoritairement de crédits à l'habitat (2,6 milliards d'euros) et de crédits à la consommation (1,3 milliard d'euros). La progression rapide des crédits aux particuliers s'explique essentiellement par le dynamisme de l'octroi de crédits à l'habitat. Le poids des créances douteuses dans l'ensemble des concours

*Concours bruts totaux (zone et hors zone)
par agent économique (en millions d'€)*



*Concours bruts (zone) par agent économique
(en millions d'€)*



consentis aux particuliers demeure faible à 4,7 % en mars 2005 contre 4,9 % un an auparavant. Il est toutefois en augmentation sensible par rapport à septembre 2004 où il ne représentait que 4,1 % des concours aux particuliers.

Les dirigeants des établissements de crédit interrogés par l'IEDOM ont noté un léger recul de leur activité en faveur des particuliers au premier trimestre 2005, conformément à leurs prévisions du trimestre précédent. Ce ralentissement se reflète notamment dans la faible progression des encours sur le trimestre (0,9 % pour mémoire). Pour le second trimestre 2005, les dirigeants anticipent toutefois une nette reprise de leur activité d'octroi de crédit à l'habitat tout comme à la consommation des particuliers.

Les concours bruts attribués aux **entreprises** (sociétés non financières et entrepreneurs individuels) s'élèvent à fin mars 2005 à 3,4 milliards d'euros, en hausse de 12,5 % en glissement annuel. Ils reculent toutefois de 1,9 % au cours du premier trimestre 2005. Ces concours sont principalement constitués de crédit à l'investissement à hauteur de 2,0 milliards d'euros (57,2 % des encours totaux) ; les crédits d'exploitation (0,7 milliard d'euros) en représentant 21,6 % et les créances douteuses brutes 9,2 %. Ces dernières ont cru de 11,7 % sur les douze derniers mois, et de 2,1 % sur le seul premier trimestre 2005.

En glissement annuel, les crédits d'investissement continuent d'enregistrer des rythmes de progression élevés (+ 18,3 % sur un an mais seulement + 1,1 % au premier trimestre) tandis que le financement de l'exploitation des entreprises, qui augmentait régulièrement depuis plusieurs années, a sensiblement diminué en mars 2005 (- 1,7 % sur un an et - 11,6 % sur le seul premier trimestre 2005).

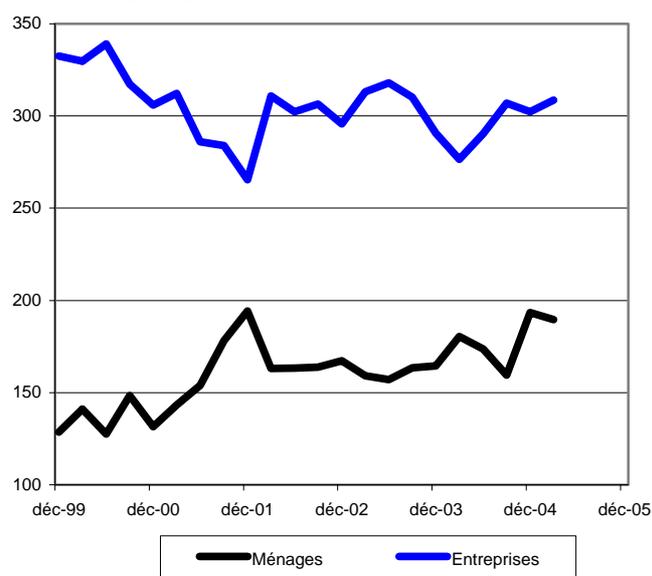
Le financement des entreprises demeure plus risqué que le crédit à la clientèle particulière, avec un taux moyen de créances douteuses de 9,2 % en mars 2005, même si celui-ci a eu globalement tendance à décroître plus rapidement au cours des cinq dernières années.

Le recul observé au niveau de la production de crédit au cours du premier trimestre corrobore l'opinion défavorable des dirigeants des établissements de crédit interrogés sur l'activité en direction des entreprises au cours du trimestre. Les financements (exploitation et investissement) devraient reprendre à compter du deuxième trimestre 2005, à un rythme toutefois inférieur à celui observé tout au long de l'année 2004 pour l'investissement.

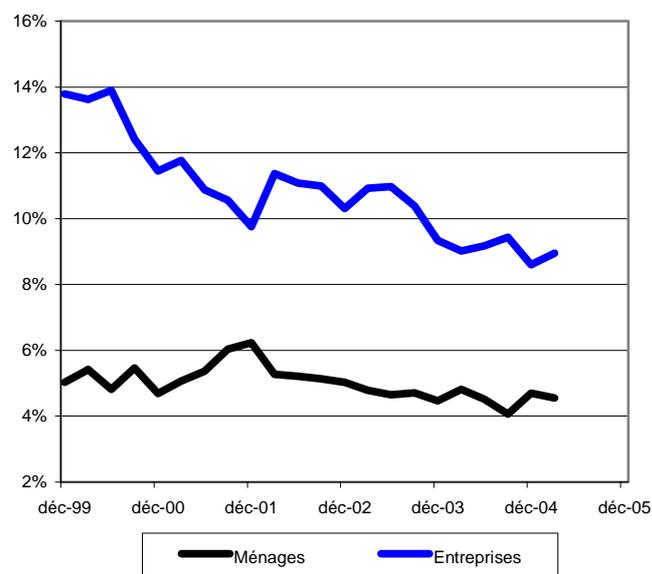
L'endettement des collectivités locales auprès des établissements de crédit installés localement s'établit à 0,4 milliard d'euros (33,8 % de leur dette totale zone et hors zone), en hausse de 15,3 % sur les douze derniers mois (+ 4,9 % pour le premier trimestre 2005). Les crédits à l'équipement en constituent la principale composante (96,3 % en mars 2005).

Les concours consentis aux **autres agents et à la clientèle diverse**, qui représentent 0,2 milliard d'euros à fin mars 2005, progressent de + 39,7 % en glissement annuel (et + 6,3 % sur le premier trimestre 2005).

Créances douteuses brutes (zone)
par agent économique (en millions d'€)



Proportion des créances douteuses dans le total
des concours (zone) par agent économique



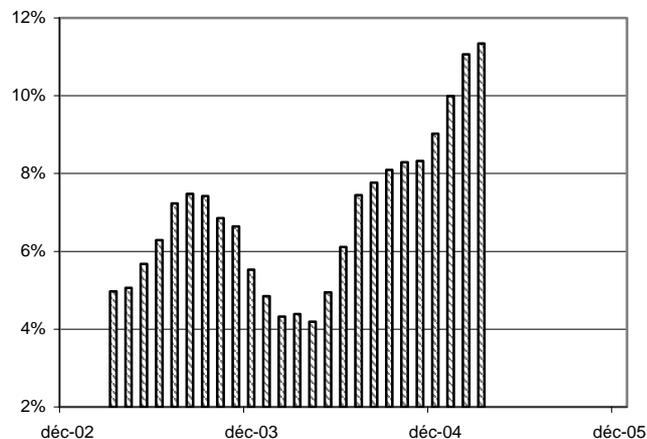
Par ailleurs, le système bancaire local présente toujours un **déficit structurel croissant de sa position extérieure nette**, soit - 1,7 milliard d'euros fin mars 2005 ; les ressources collectées localement demeurant inférieures aux crédits accordés aux agents économiques.

Les risques recensés au Service central des risques

Au 31 mars 2005, l'encours des crédits aux entreprises recensés par le Service central des risques (SCR) de la Banque de France atteignait 6,9 milliards d'euros, en hausse de 11,4 % en glissement annuel et de + 0,7 % par rapport à décembre 2004.

Le secteur de l'immobilier tient une place prépondérante (43 %) dans les financements octroyés par les établissements de crédit aux entreprises, principalement en faveur des grandes sociétés d'économie mixte (promoteurs sociaux) et de HLM. Les concours consentis aux entreprises de ce secteur ont progressé de 6,7 % sur les douze derniers mois, et de + 1,3 % au cours du premier trimestre 2005.

Variation annuelle (moyenne) des risques déclarés sur les entreprises (zone et hors zone)



Les plus fortes augmentations enregistrées à fin mars 2005 concernent les entreprises des secteurs de l'énergie (+ 54,2 % en glissement annuel), de l'éducation et de la santé (+ 43,8 % en glissement annuel) et des activités financières (+ 36,9 % en glissement annuel). Les secteurs représentant des encours importants progressent plus modérément (+ 18,2 % pour les administrations publiques locales, + 11,2 % pour les services et + 7,4 % pour le commerce).

Le coût du crédit aux entreprises

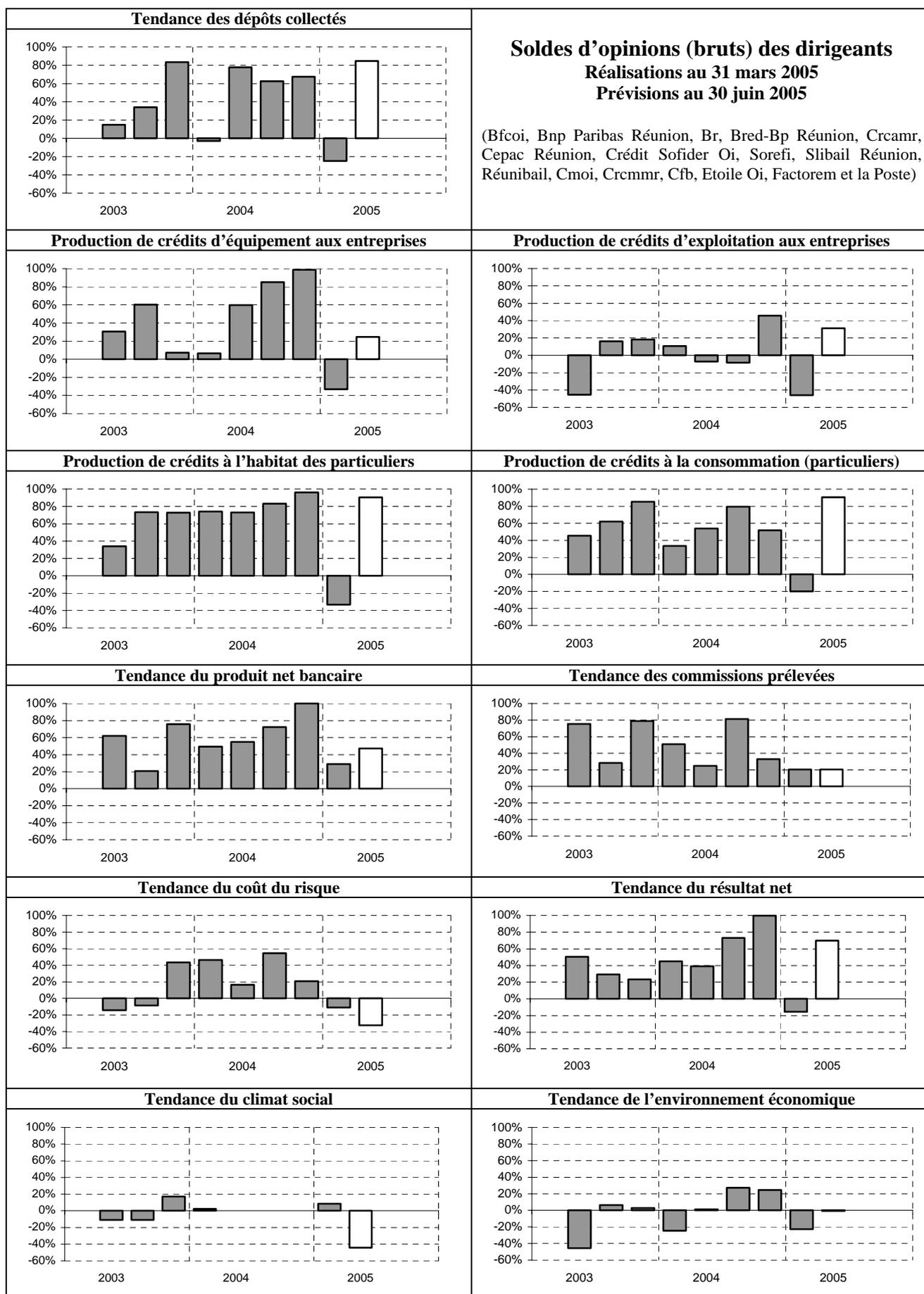
La dernière enquête réalisée par l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises à la Réunion, au mois de janvier 2005, fait ressortir un taux moyen pondéré global historiquement bas de 5,36 %, inférieur de 40 points de base au taux observé lors de l'enquête de juillet 2004. Les conditions débitrices moyennes des concours à terme s'établissent à 4,72 %, en hausse de 19 points de base, tandis que les conditions débitrices moyennes à court terme s'inscrivent en baisse de 50 points de base à 5,65 %.

Cette évolution s'observe dans une période de taux monétaire bas, qui demeurent proche de 2 % depuis le milieu de l'année 2003, en relation avec le taux minimal des opérations principales de refinancement de la Banque Centrale Européenne (taux de 2 % inchangé depuis le 9 juin 2003).

2 - Perspectives

L'enquête d'opinions réalisée au premier trimestre 2005 auprès des dirigeants des établissements de crédit installés localement fait ressortir pour le deuxième trimestre 2005 une progression des principaux indicateurs de résultat des banques, faisant suite au léger effritement des marges observé au premier trimestre 2005. En revanche, dans le prolongement de ce qui est observé depuis le troisième trimestre 2004, le coût du risque devrait encore s'alourdir au deuxième trimestre 2005 si l'on en croit les anticipations des responsables des établissements de crédits et l'évolution récente des créances douteuses. L'environnement économique du département est appréhendé de manière plus positive que le trimestre précédent, en liaison peut-être avec la reprise anticipée de la distribution de concours.

2. L'enquête auprès des établissements de crédit



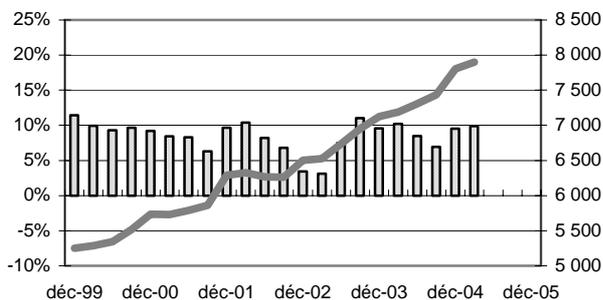
3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim
Sociétés non financières	1 271,704	1 357,831	1 469,065	1 537,164	1 469,858	1 492,875	1 581,283	1 759,101	1 760,022	19,7%	0,1%
Dépôts à vue	597,871	644,060	717,752	831,332	740,091	719,091	764,830	894,248	816,805	10,4%	-8,7%
Placements liquides ou à court terme	542,704	575,886	606,030	543,691	542,997	523,789	610,010	642,004	715,424	31,8%	11,4%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,842	0,989	0,971	0,739	0,856	4,449	0,855	0,846	1,133	32,4%	33,9%
Placements indexés sur les taux de marché	541,862	574,897	605,059	542,952	542,141	519,340	609,155	641,158	714,291	31,8%	11,4%
<i>dont comptes à terme</i>	163,819	151,390	168,580	191,754	172,893	160,179	184,183	208,002	238,476	37,9%	14,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	177,738	194,648	204,323	195,926	216,919	210,567	242,964	196,547	249,081	14,8%	26,7%
<i>dont certificats de dépôt</i>	191,596	219,695	224,039	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	49,9%	-4,0%
Epargne à long terme	131,129	137,885	145,283	162,141	186,770	249,995	206,443	222,848	227,794	22,0%	2,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	52,844	57,389	60,980	67,640	86,756	100,145	103,000	113,437	114,150	31,6%	0,6%
Ménages	5 024,625	5 122,668	5 211,605	5 296,915	5 423,259	5 522,559	5 557,039	5 724,815	5 768,986	6,4%	0,8%
Dépôts à vue	1 204,841	1 204,972	1 218,731	1 331,930	1 261,049	1 326,147	1 343,222	1 408,004	1 333,862	5,8%	-5,3%
Placements liquides ou à court terme	1 822,948	1 872,646	1 904,990	1 788,730	1 906,393	1 897,210	1 894,497	1 905,862	1 955,345	2,6%	2,6%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 398,620	1 438,159	1 445,515	1 469,620	1 522,074	1 533,113	1 544,863	1 574,860	1 616,087	6,2%	2,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	478,142	506,261	518,803	530,135	551,528	559,145	567,295	591,474	608,890	10,4%	2,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	459,454	463,123	450,368	455,668	469,978	462,899	462,602	460,585	470,640	0,1%	2,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	30,034	30,247	31,303	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	-8,2%	0,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	86,859	88,773	93,503	97,611	103,685	109,146	111,845	115,889	119,655	15,4%	3,2%
<i>dont CODEVI</i>	139,381	141,846	143,091	145,013	148,815	149,879	150,032	154,788	158,902	6,8%	2,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	204,750	207,909	208,447	209,047	215,584	218,478	219,590	222,518	228,176	5,8%	2,5%
Placements indexés sur les taux de marché	424,328	434,487	459,475	319,110	384,319	364,097	349,634	331,002	339,258	-11,7%	2,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	177,284	157,833	168,464	160,818	171,767	168,120	157,949	168,078	198,356	15,5%	18,0%
<i>dont bons de caisse</i>	41,787	38,959	44,038	38,179	37,410	36,615	28,314	28,874	29,961	-19,9%	3,8%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	205,257	237,695	246,973	120,113	175,142	159,362	163,371	134,050	110,941	-36,7%	-17,2%
Epargne à long terme	1 996,836	2 045,050	2 087,884	2 176,255	2 255,817	2 299,202	2 319,320	2 410,950	2 479,779	9,9%	2,9%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	760,274	765,731	772,276	796,648	823,873	825,347	830,130	853,294	870,054	5,6%	2,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	127,938	128,073	130,591	131,164	129,020	124,762	121,313	121,605	118,874	-7,9%	-2,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,373	7,661	7,140	6,706	6,915	7,096	6,847	6,878	6,752	-2,4%	-1,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	185,762	199,896	207,725	214,559	224,077	208,895	204,127	218,876	230,535	2,9%	5,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	106,463	115,766	122,253	131,888	138,055	155,881	157,146	169,753	164,660	19,3%	-3,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	811,026	827,923	847,899	895,290	933,877	977,221	999,756	1 040,544	1 088,905	16,6%	4,6%
Autres agents	275,928	262,493	271,669	291,772	296,571	290,412	296,935	325,410	372,369	25,6%	14,4%
Dépôts à vue	61,530	52,524	58,971	71,221	76,645	62,947	69,703	99,500	113,698	48,3%	14,3%
Placements liquides ou à court terme	79,588	66,354	74,840	69,891	68,772	80,562	78,085	72,240	75,633	10,0%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,217	20,241	20,599	20,102	20,300	21,148	20,903	19,472	17,570	-13,4%	-9,8%
Placements indexés sur les taux de marché	46,371	46,113	54,241	49,789	48,472	59,414	57,182	52,768	58,063	19,8%	10,0%
Epargne à long terme	134,810	143,615	137,858	150,660	151,154	146,903	149,146	153,670	183,038	21,1%	19,1%
Total actifs financiers	6 578,449	6 743,388	6 952,735	7 126,570	7 189,687	7 305,845	7 435,257	7 809,332	7 901,381	9,9%	1,2%
Dépôts à vue	1 864,242	1 901,556	1 995,454	2 234,483	2 077,785	2 108,185	2 177,755	2 401,755	2 264,369	9,0%	-5,7%
Placements liquides ou à court terme	2 451,432	2 515,282	2 586,256	2 403,031	2 518,162	2 501,561	2 582,593	2 620,108	2 746,401	9,1%	4,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 432,679	1 459,389	1 467,085	1 491,180	1 543,230	1 558,710	1 566,621	1 595,178	1 634,790	5,9%	2,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	511,930	527,202	540,086	551,510	572,618	581,012	588,856	611,718	627,519	9,6%	2,6%
<i>dont livrets A et bleus</i>	459,588	463,257	450,502	455,734	470,044	466,465	462,668	460,659	470,714	0,1%	2,2%
<i>dont livrets jeunes</i>	30,034	30,247	31,303	32,146	32,484	33,566	33,499	29,606	29,824	-8,2%	0,7%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	86,883	88,797	93,526	97,626	103,685	109,170	111,862	115,889	119,655	15,4%	3,2%
<i>dont CODEVI</i>	139,429	141,888	143,131	145,046	148,815	149,930	150,070	154,788	158,902	6,8%	2,7%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	204,815	207,998	208,537	209,118	215,584	218,567	219,666	222,518	228,176	5,8%	2,5%
Placements indexés sur les taux de marché	1 018,753	1 055,893	1 119,171	911,851	974,932	942,851	1 015,972	1 024,930	1 111,611	14,0%	8,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	363,317	326,409	355,040	370,672	359,398	347,162	363,619	389,347	450,165	25,3%	15,6%
<i>dont bons de caisse</i>	50,658	48,178	52,210	44,052	43,373	42,755	36,813	36,966	37,298	-14,0%	0,9%
<i>dont certificats de dépôt</i>	197,788	220,091	224,435	149,454	146,421	142,497	175,189	228,548	219,426	49,9%	-4,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	406,990	461,215	487,486	347,673	425,740	410,437	440,351	370,069	404,722	-4,9%	9,4%
Epargne à long terme	2 262,775	2 326,550	2 371,025	2 489,056	2 593,740	2 696,099	2 674,909	2 787,469	2 890,611	11,4%	3,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	761,555	766,896	773,300	797,612	823,873	826,209	831,011	853,294	870,054	5,6%	2,0%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	128,135	128,270	130,788	131,368	129,020	124,967	121,518	121,605	118,874	-7,9%	-2,2%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	5,373	7,661	7,140	6,706	6,915	7,096	6,847	6,878	6,752	-2,4%	-1,8%
<i>dont portefeuille-titres</i>	285,085	301,566	313,301	329,551	341,644	372,842	322,929	341,962	357,470	4,6%	4,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	271,601	294,234	298,597	328,529	358,412	387,765	392,848	423,186	448,556	25,2%	6,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	811,026	827,923	847,899	895,290	933,877	977,221	999,756	1 040,544	1 088,905	16,6%	4,6%

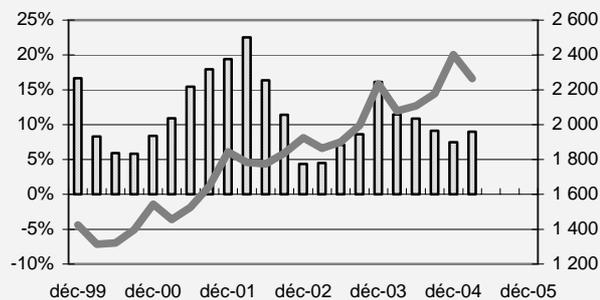
L'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques

*Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*

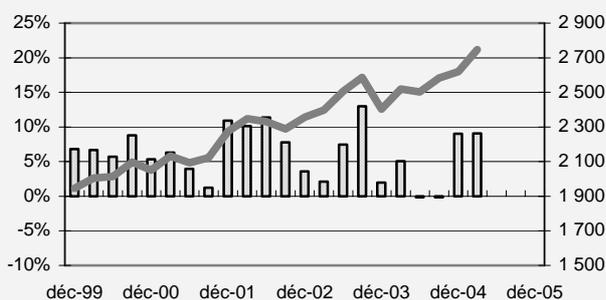
Ensemble des actifs financiers



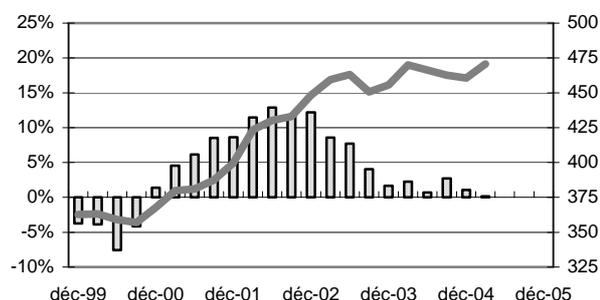
Dépôts à vue



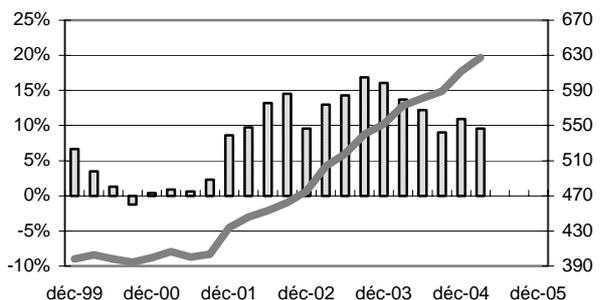
Ensemble des placements liquides ou à court terme



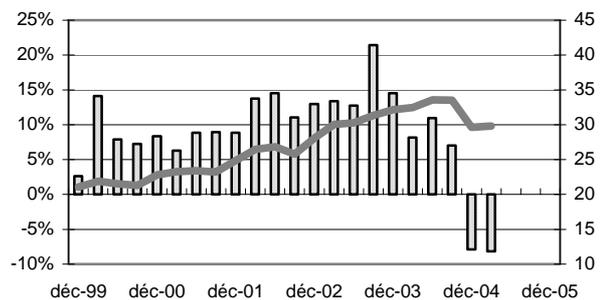
Livrets 'A' des caisses d'épargne



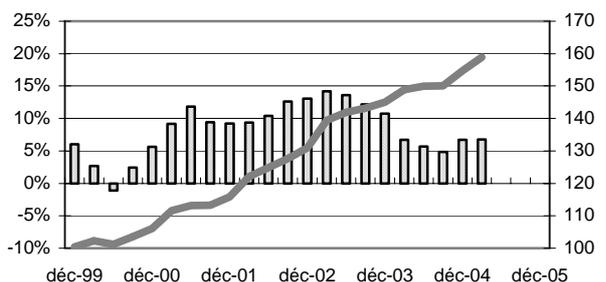
Livrets ordinaires



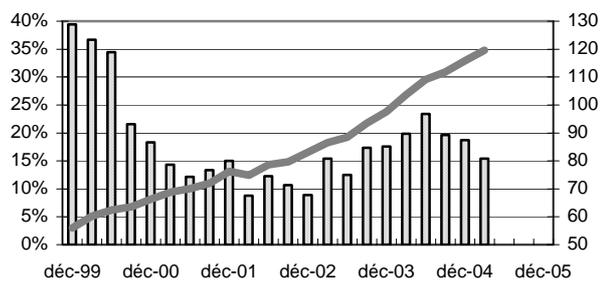
Livrets jeunes



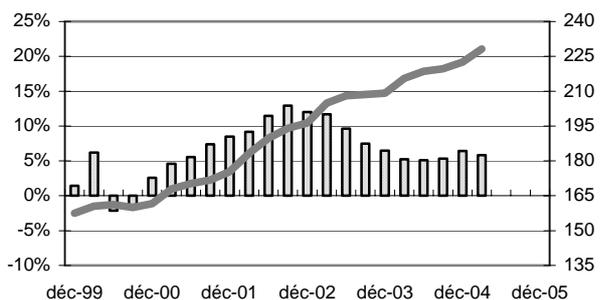
Codevi (comptes de développement industriel)



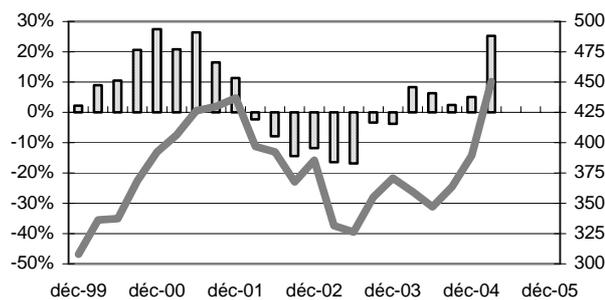
Livrets d'épargne populaire



Comptes d'épargne logement



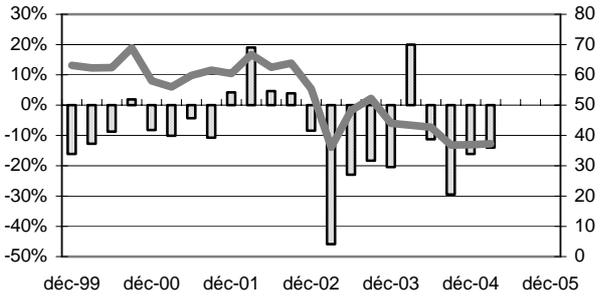
Dépôts à terme



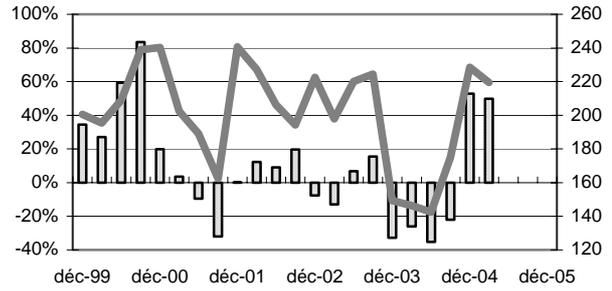
Conjoncture financière et bancaire

Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

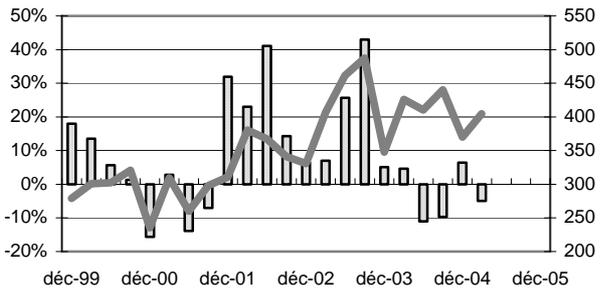
Bons de caisse et bons d'épargne



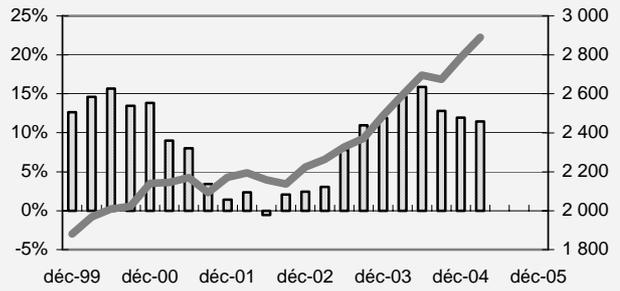
Certificats de dépôts négociables



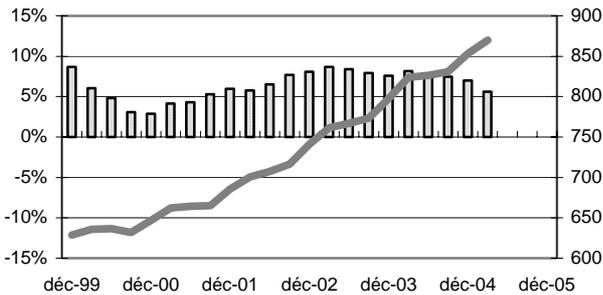
OPCVM monétaires



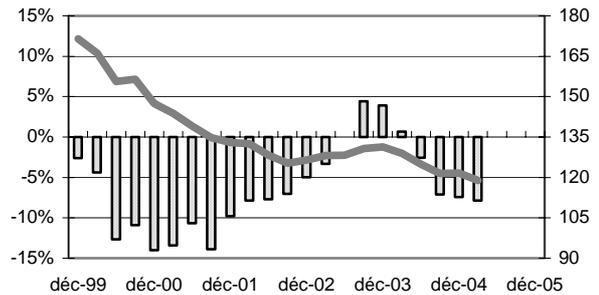
Epargne à long terme



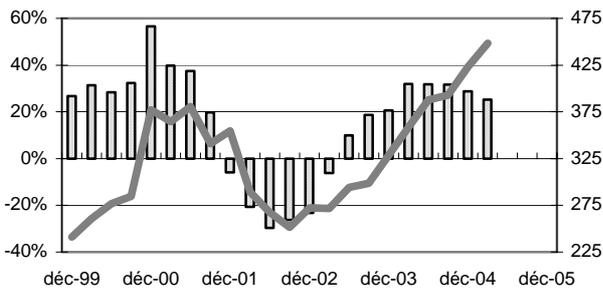
Plans d'épargne logement



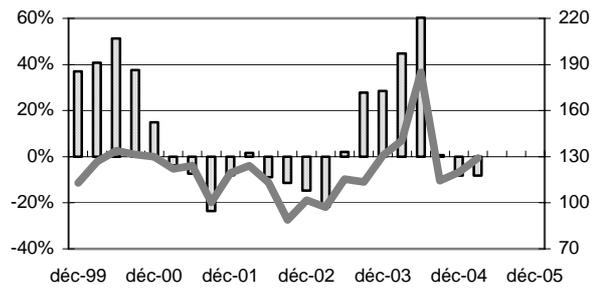
Plans d'épargne populaire



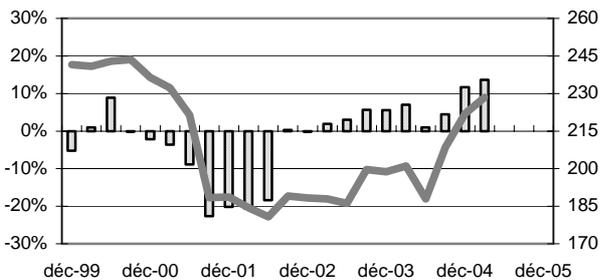
OPCVM titres en portefeuille titres



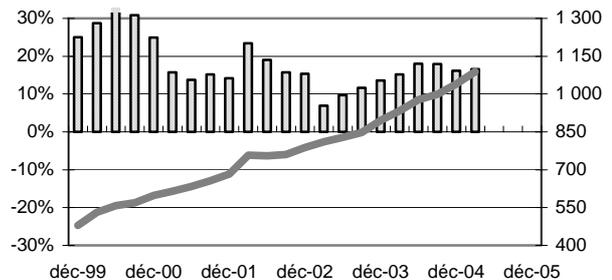
Actions en portefeuille titres



Obligations en portefeuille titres

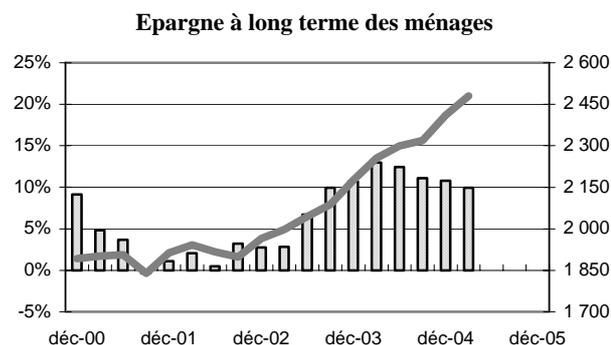
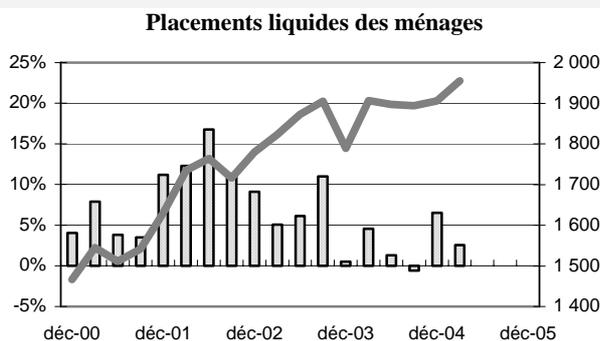
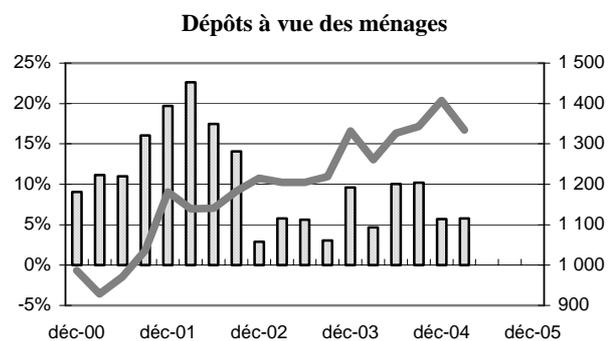
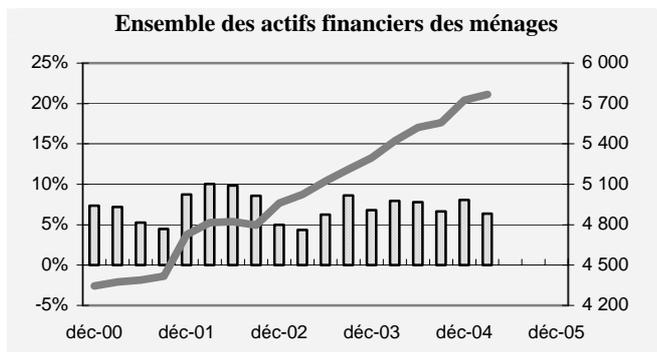


Assurance-vie



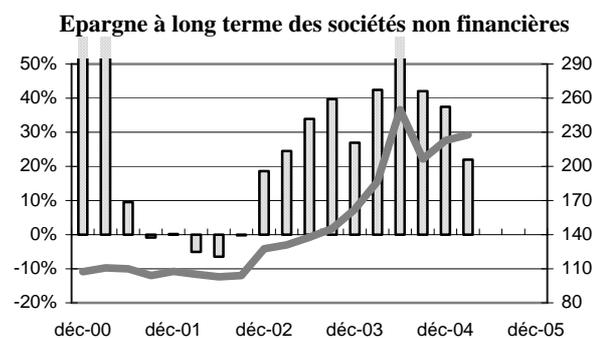
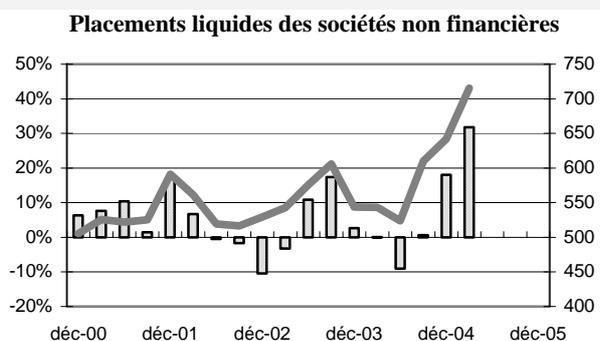
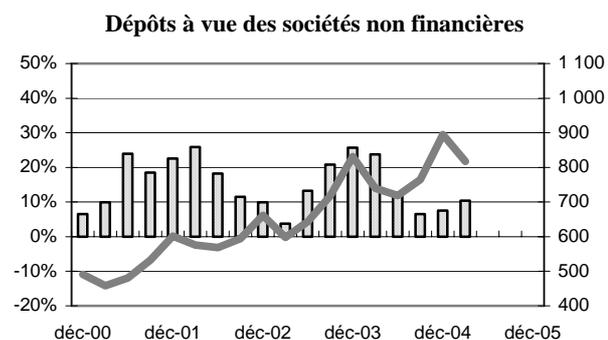
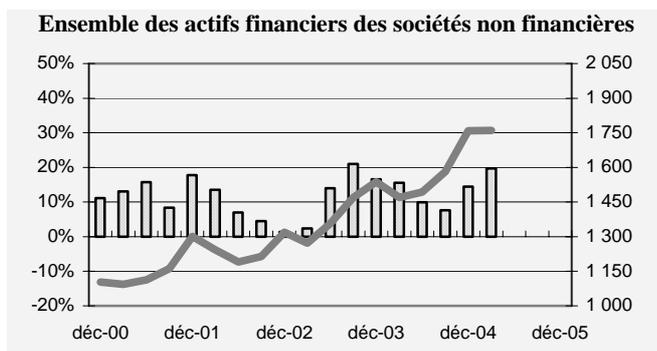
Les placements des ménages

*Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



Les disponibilités des sociétés non financières

*Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite*



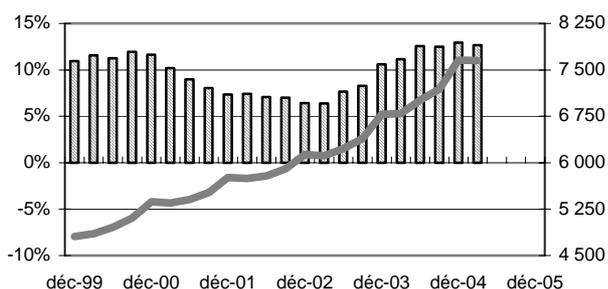
4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

4.1 Concours consentis par les établissements de crédit locaux

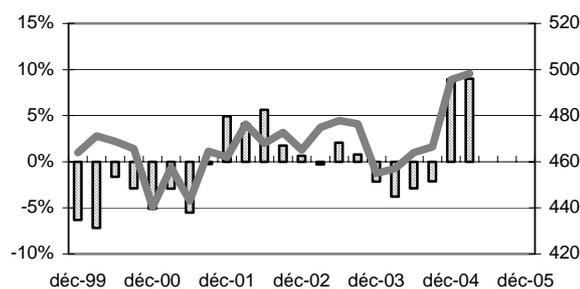
	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	696,399	709,702	732,281	781,274	756,304	777,557	780,958	841,173	743,366	-1,7%	-11,6%
Créances commerciales	123,873	131,111	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	4,2%	-14,8%
Crédits de trésorerie	407,528	398,903	424,288	474,274	461,882	456,153	454,047	489,075	427,799	-7,4%	-12,5%
Comptes ordinaires débiteurs	126,094	133,292	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	2,9%	-7,9%
Affacturage	38,904	46,396	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	24,2%	-5,2%
Crédits d'investissement	1 525,926	1 548,739	1 610,611	1 680,801	1 668,207	1 720,864	1 766,482	1 951,456	1 973,064	18,3%	1,1%
Crédits à l'équipement	1 370,997	1 391,121	1 449,914	1 497,986	1 482,258	1 526,328	1 563,570	1 735,614	1 767,415	19,2%	1,8%
Crédit-bail	154,929	157,618	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	10,6%	-4,7%
Crédits à l'habitat	243,067	250,376	262,379	285,425	296,605	310,378	330,251	362,806	374,276	26,2%	3,2%
Autres crédits	88,698	70,394	71,562	75,250	67,936	66,957	67,678	56,156	48,523	-28,6%	-13,6%
Encours sain	2 554,090	2 579,211	2 676,833	2 822,750	2 789,052	2 875,756	2 945,369	3 211,591	3 139,229	12,6%	-2,3%
Créances douteuses brutes	313,138	317,737	309,938	290,175	276,266	290,283	306,851	302,273	308,647	11,7%	2,1%
Encours total	2 867,228	2 896,948	2 986,771	3 112,925	3 065,318	3 166,039	3 252,220	3 513,864	3 447,876	12,5%	-1,9%
Taux de créances douteuses	11,2%	11,3%	10,6%	9,5%	9,2%	9,3%	9,7%	8,8%	9,2%	-0,1 pt	0,4 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 134,928	1 144,614	1 171,738	1 252,104	1 259,983	1 302,273	1 307,482	1 334,059	1 347,530	6,9%	1,0%
Crédits de trésorerie	1 042,722	1 053,758	1 073,214	1 143,779	1 156,072	1 197,409	1 200,003	1 230,968	1 236,923	7,0%	0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	45,006	43,680	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	7,0%	14,6%
Crédit-bail	47,200	47,176	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	6,0%	1,7%
Crédits à l'habitat	2 011,481	2 048,726	2 109,662	2 241,484	2 279,863	2 344,067	2 438,333	2 561,202	2 600,894	14,1%	1,5%
Autres crédits	22,467	23,185	22,820	23,686	22,701	26,574	23,848	38,294	25,535	12,5%	-33,3%
Encours sain	3 168,876	3 216,525	3 304,220	3 517,274	3 562,547	3 672,914	3 769,663	3 933,555	3 973,959	11,5%	1,0%
Créances douteuses brutes	159,164	156,892	163,281	164,153	180,298	173,691	159,413	193,425	189,624	5,2%	-2,0%
Encours total	3 328,040	3 373,417	3 467,501	3 681,427	3 742,844	3 846,605	3 929,076	4 126,980	4 163,583	11,2%	0,9%
Taux de créances douteuses	4,9%	4,7%	4,8%	4,5%	4,9%	4,6%	4,1%	4,8%	4,7%	-0,2 pt	-0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	17,653	28,342	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	1,9%	40,2%
Crédits de trésorerie	12,915	20,553	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	14,5%	113,2%
Comptes ordinaires débiteurs	4,738	7,789	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	-22,3%	-28,8%
Crédits à l'équipement	273,953	286,596	283,789	305,564	301,960	294,836	302,021	336,931	350,443	16,1%	4,0%
Autres crédits	1,685	1,584	1,554	6,423	1,865	1,770	1,745	1,597	1,576	-15,5%	-1,3%
Encours sain	293,291	316,522	301,939	320,390	315,555	311,165	313,897	347,051	363,972	15,3%	4,9%
Créances douteuses brutes	2,552	2,800	2,864	0,003	0,058	0,003	0,003	0,003	0,003	-95,7%	-2,4%
Encours total	295,843	319,322	304,803	320,393	315,613	311,168	313,900	347,054	363,975	15,3%	4,9%
Taux de créances douteuses	0,9%	0,9%	0,9%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0 pt	0,0 pt
Autres agents											
Encours sain	95,062	114,937	108,265	118,956	125,631	152,366	160,152	165,692	176,273	40,3%	6,4%
Créances douteuses brutes	0,493	0,883	0,879	1,459	1,021	0,683	0,856	0,718	0,691	-32,3%	-3,8%
Encours total	95,555	115,820	109,144	120,415	126,652	153,049	161,008	166,410	176,964	39,7%	6,3%
Taux de créances douteuses	0,5%	0,8%	0,8%	1,2%	0,8%	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	-0,4 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	6 111,319	6 227,195	6 391,257	6 779,370	6 792,785	7 012,201	7 189,081	7 657,889	7 653,433	12,7%	-0,1%
Créances douteuses brutes	475,347	478,312	476,961	455,790	457,642	464,660	467,122	496,419	498,964	9,0%	0,5%
Encours total	6 586,666	6 705,507	6 868,218	7 235,160	7 250,427	7 476,861	7 656,203	8 154,308	8 152,397	12,4%	0,0%
Taux de créances douteuses	7,2%	7,1%	6,9%	6,3%	6,3%	6,2%	6,1%	6,1%	6,1%	-0,2 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	65,3%	65,6%	65,6%	65,3%	65,4%	64,3%	64,9%	61,2%	60,2%	-5,2 pt	-1,0 pt

L'évolution de l'endettement des agents économiques

Encours des crédits sains des E.C. locaux



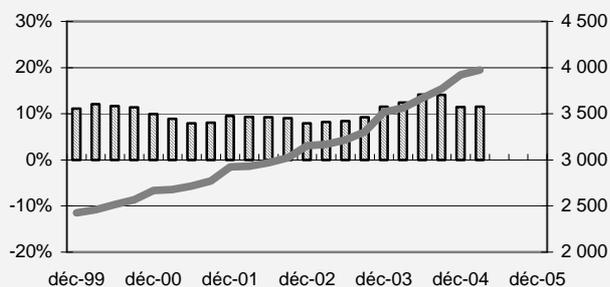
Encours des crédits douteux bruts des E.C. locaux



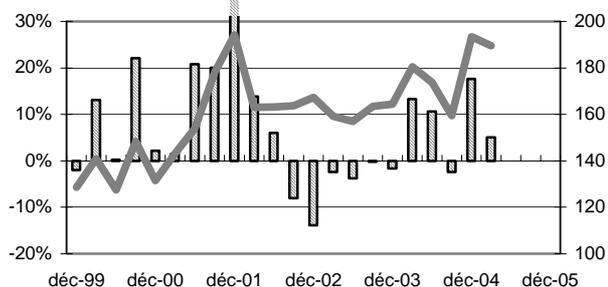
Encours (en millions d'euros) – courbe sur échelle de gauche
et variations trimestrielles en glissement annuel – diagramme en bâtons sur échelle de droite

L'endettement des ménages

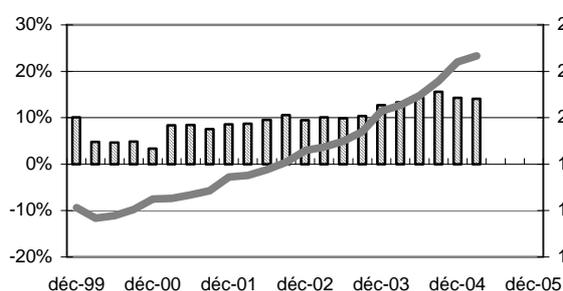
Ensemble des encours sains aux ménages



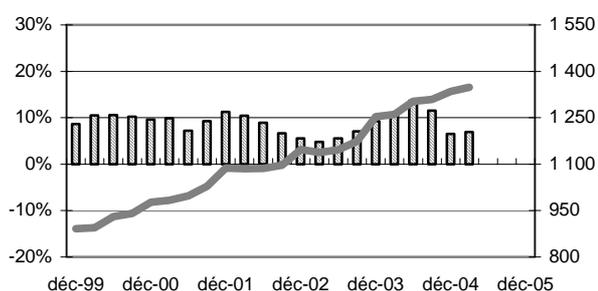
Créances douteuses brutes sur les crédits aux ménages



Crédits à l'habitat aux ménages

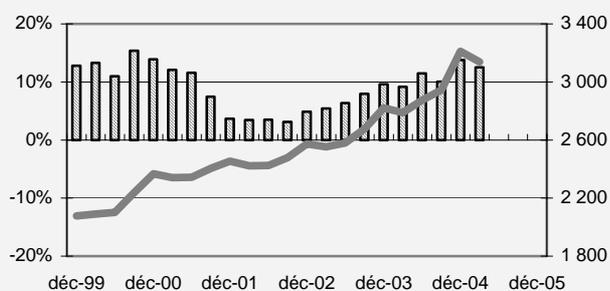


Crédits à la consommation des ménages

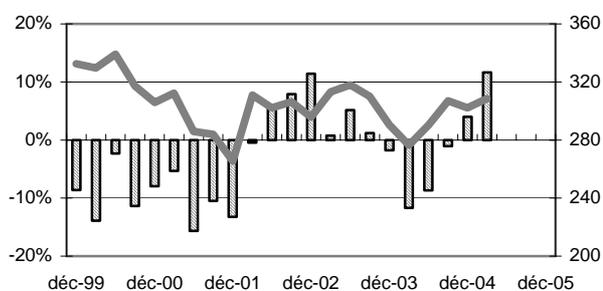


L'endettement des entreprises

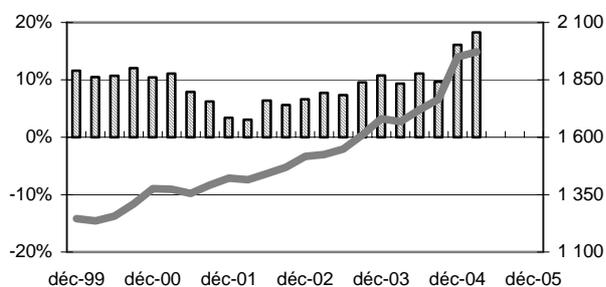
Ensemble des encours sains aux entreprises



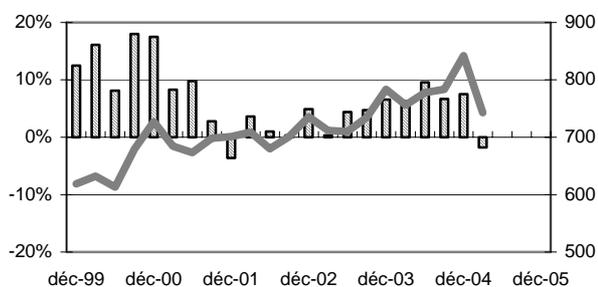
Créances douteuses brutes sur les crédits aux entreprises



Crédits d'investissement des entreprises



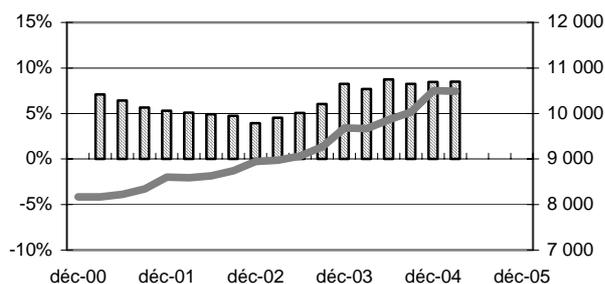
Crédits d'exploitation des entreprises



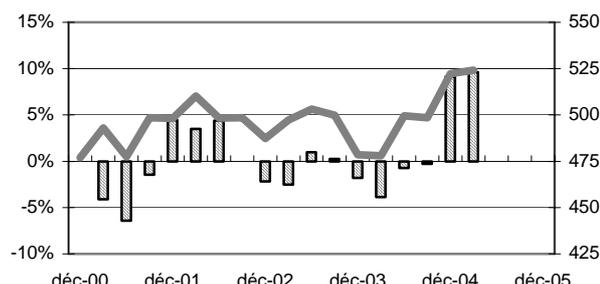
4.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim
Entreprises											
Crédits d'exploitation	707,508	713,190	739,072	794,859	760,210	786,187	783,852	844,695	750,492	-1,3%	-11,2%
Créances commerciales	123,873	131,111	136,592	138,099	124,880	130,891	139,894	152,743	130,159	4,2%	-14,8%
Crédits de trésorerie	418,637	402,391	431,079	487,859	465,788	464,783	456,941	492,597	434,925	-6,6%	-11,7%
Comptes ordinaires débiteurs	126,094	133,292	118,693	107,093	118,306	134,237	128,552	132,247	121,792	2,9%	-7,9%
Affacturage	38,904	46,396	52,708	61,808	51,236	56,276	58,465	67,108	63,616	24,2%	-5,2%
Crédits d'investissement	1 579,259	1 597,994	1 656,884	1 723,761	1 713,387	1 759,979	1 807,866	1 991,068	2 011,734	17,4%	1,0%
Crédits à l'équipement	1 424,330	1 440,376	1 496,187	1 540,946	1 527,438	1 565,443	1 604,954	1 775,226	1 806,085	18,2%	1,7%
Crédit-bail	154,929	157,618	160,697	182,815	185,949	194,536	202,912	215,842	205,649	10,6%	-4,7%
Crédits à l'habitat	1 974,359	1 970,307	1 990,596	2 017,457	2 031,382	2 051,163	2 077,498	2 121,169	2 140,468	5,4%	0,9%
Autres crédits	89,701	71,378	72,528	76,182	68,834	67,835	68,536	56,993	49,340	-28,3%	-13,4%
Encours sain	4 350,827	4 352,869	4 459,080	4 612,259	4 573,813	4 665,164	4 737,752	5 013,925	4 952,034	8,3%	-1,2%
Créances douteuses brutes	302,842	311,151	304,431	287,054	269,441	284,510	293,926	302,078	308,085	14,3%	2,0%
Encours total	4 653,669	4 664,020	4 763,511	4 899,313	4 843,254	4 949,674	5 031,678	5 316,003	5 260,119	8,6%	-1,1%
Taux de créances douteuses	6,6%	6,8%	6,5%	5,9%	5,6%	5,8%	5,9%	5,8%	5,9%	0,3 pt	0,2 pt
Ménages											
Crédits à la consommation	1 178,006	1 187,619	1 215,719	1 297,361	1 304,991	1 347,535	1 354,126	1 381,501	1 395,769	7,0%	1,0%
Crédits de trésorerie	1 085,800	1 096,763	1 117,195	1 189,036	1 201,080	1 242,671	1 246,647	1 278,410	1 285,162	7,0%	0,5%
Comptes ordinaires débiteurs	45,006	43,680	48,701	54,453	47,897	46,591	46,962	44,712	51,255	7,0%	14,6%
Crédit-bail	47,200	47,176	49,823	53,872	56,014	58,273	60,517	58,379	59,352	6,0%	1,7%
Crédits à l'habitat	2 276,557	2 318,531	2 384,283	2 523,412	2 565,285	2 632,312	2 728,098	2 789,294	2 828,983	10,3%	1,4%
Autres crédits	26,562	27,014	26,551	27,903	26,885	31,163	28,790	43,618	30,518	13,5%	-30,0%
Encours sain	3 481,125	3 533,164	3 626,553	3 848,676	3 897,161	4 011,010	4 111,014	4 214,413	4 255,270	9,2%	1,0%
Créances douteuses brutes	175,522	171,984	176,972	175,576	193,777	176,549	165,177	193,965	190,648	-1,6%	-1,7%
Encours total	3 656,647	3 705,148	3 803,525	4 024,252	4 090,937	4 187,559	4 276,191	4 408,378	4 445,918	8,7%	0,9%
Taux de créances douteuses	4,8%	4,6%	4,7%	4,4%	4,7%	4,2%	3,9%	4,4%	4,3%	-0,4 pt	-0,1 pt
Collectivités locales											
Crédits d'exploitation	17,653	28,342	16,596	8,403	11,730	14,559	10,131	8,523	11,953	1,9%	40,2%
Crédits de trésorerie	12,915	20,553	10,441	5,781	7,721	7,620	3,238	4,145	8,837	14,5%	113,2%
Comptes ordinaires débiteurs	4,738	7,789	6,155	2,622	4,009	6,939	6,893	4,378	3,116	-22,3%	-28,8%
Crédits à l'équipement	914,392	917,557	935,298	965,894	941,795	904,604	903,855	987,057	981,083	4,2%	-0,6%
Autres crédits	79,123	82,753	77,775	81,094	73,265	71,920	67,846	63,890	60,278	-17,7%	-5,7%
Encours sain	1 011,168	1 028,652	1 029,669	1 055,391	1 026,790	991,083	981,832	1 059,470	1 053,314	2,6%	-0,6%
Créances douteuses brutes	18,534	19,298	17,602	14,617	13,943	37,900	38,574	25,580	24,758	77,6%	-3,2%
Encours total	1 029,702	1 047,950	1 047,271	1 070,008	1 040,733	1 028,983	1 020,406	1 085,050	1 078,072	3,6%	-0,6%
Taux de créances douteuses	1,8%	1,8%	1,7%	1,4%	1,3%	3,7%	3,8%	2,4%	2,3%	1,0 pt	-0,1 pt
Autres agents											
Encours sain	134,125	153,922	154,247	165,343	168,776	196,088	202,237	212,821	226,405	34,1%	6,4%
Créances douteuses brutes	0,461	0,816	0,818	1,350	0,955	0,612	0,773	0,672	0,651	-31,9%	-3,3%
Encours total	134,586	154,738	155,065	166,693	169,731	196,700	203,010	213,493	227,056	33,8%	6,4%
Taux de créances douteuses	0,3%	0,5%	0,5%	0,8%	0,6%	0,3%	0,4%	0,3%	0,3%	-0,3 pt	0,0 pt
TOTAL											
Encours sain	8 977,245	9 068,607	9 269,549	9 681,669	9 666,540	9 863,345	10 032,835	10 500,629	10 487,023	8,5%	-0,1%
Créances douteuses brutes	497,359	503,249	499,823	478,597	478,116	499,572	498,450	522,295	524,141	9,6%	0,4%
Encours total	9 474,604	9 571,856	9 769,372	10 160,266	10 144,656	10 362,917	10 531,285	11 022,924	11 011,164	8,5%	-0,1%
Taux de créances douteuses	5,2%	5,3%	5,1%	4,7%	4,7%	4,8%	4,7%	4,7%	4,8%	0,0 pt	0,0 pt
Taux de provisionnement	62,9%	62,7%	63,1%	62,5%	63,0%	60,1%	61,2%	58,5%	57,7%	-5,3 pt	-0,8 pt

Encours des crédits sains distribués par l'ensemble des E.C.



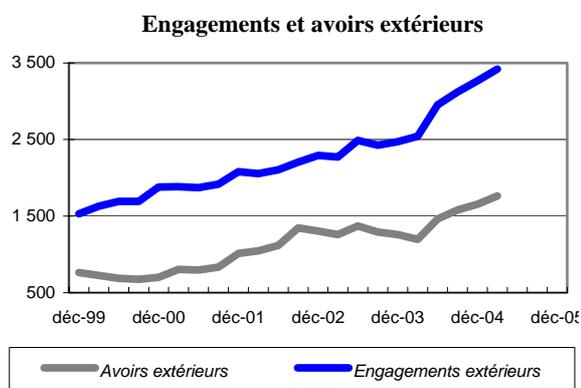
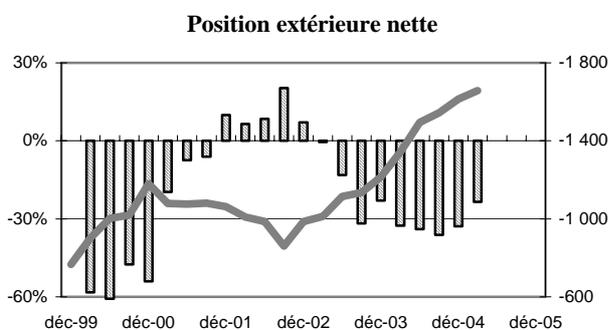
Encours des crédits douteux bruts de l'ensemble des E.C.



5. La position extérieure nette du système bancaire local

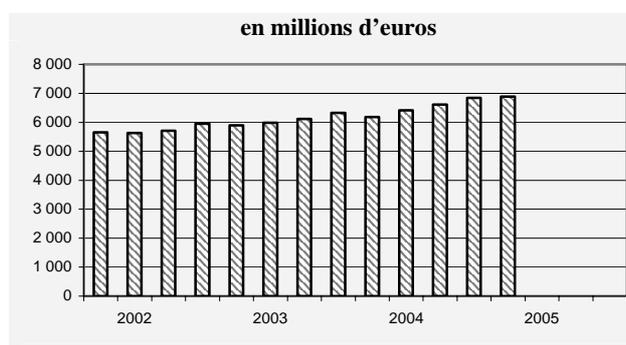
	Montants en millions d'euros									Variations	
	mars-03	juin-03	sept-03	déc-03	mars-04	juin-04	sept-04	déc-04	mars-05	1 an	1 trim
Avoirs extérieurs des établissements de crédit locaux (A)	1 259,997	1 372,371	1 289,996	1 257,550	1 196,636	1 461,064	1 577,567	1 655,022	1 764,155	47,4%	6,6%
Engagements extérieurs des établissements de crédit locaux (B)	2 272,689	2 488,022	2 424,011	2 471,690	2 540,090	2 955,362	3 121,559	3 268,397	3 422,018	34,7%	4,7%
Position extérieure nette du système bancaire local (A)-(B)	-1 012,692	-1 115,651	-1 134,015	-1 214,140	-1 343,454	-1 494,298	-1 543,992	-1 613,375	-1 657,863	-23,4%	-2,8%

Position extérieure nette

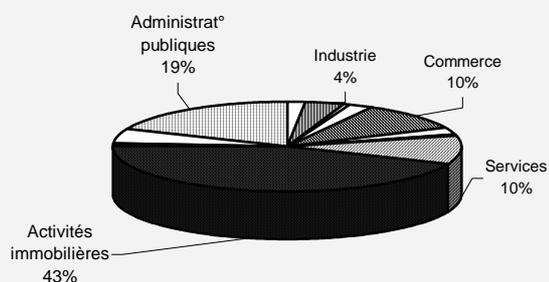


6. Risques sectoriels

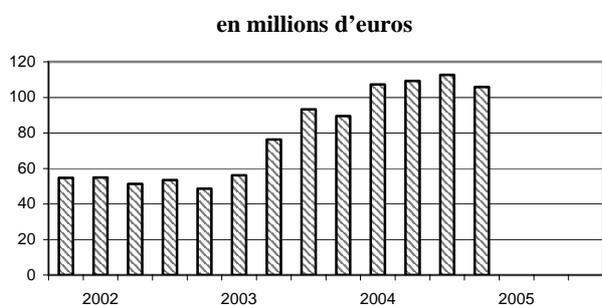
Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France



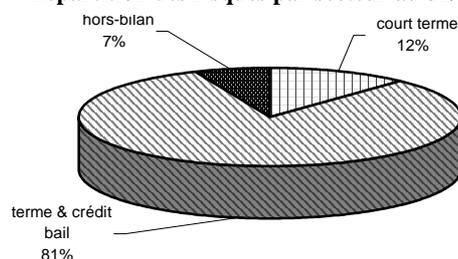
Répartition des risques par secteur au 31/03/2005



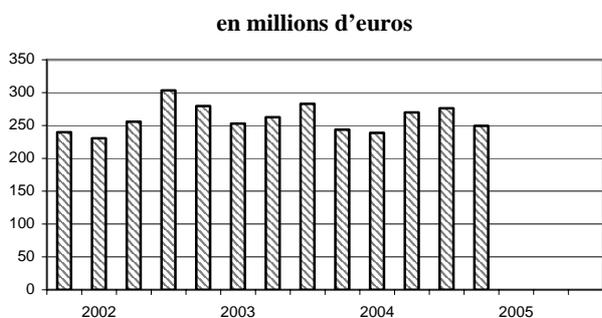
Risques bancaires sur le secteur primaire



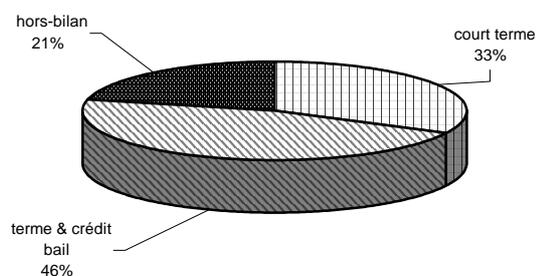
Répartition des risques par secteur au 31/03/2005



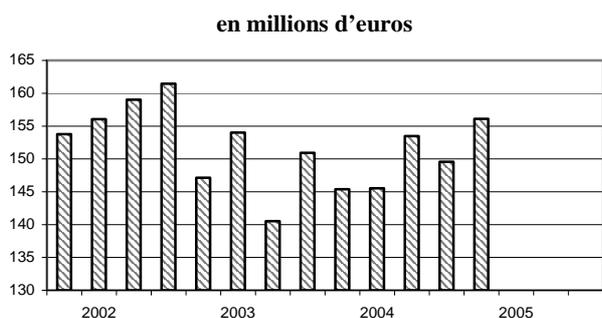
Risques bancaires sur le secteur de l'industrie



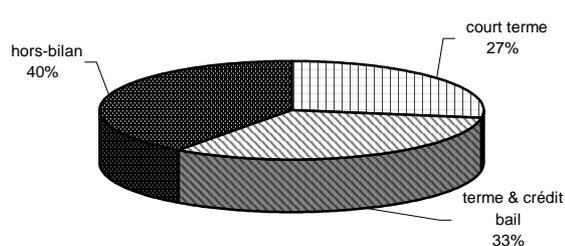
Répartition des risques par secteur au 31/03/2005



Risques bancaires sur le secteur du bâtiment et des travaux publics

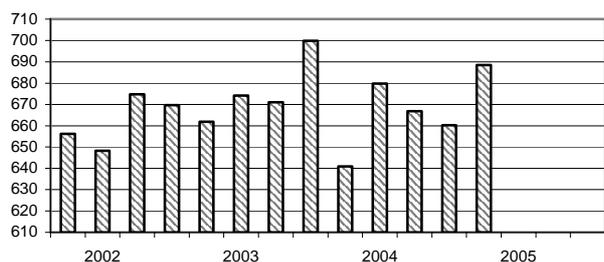


Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

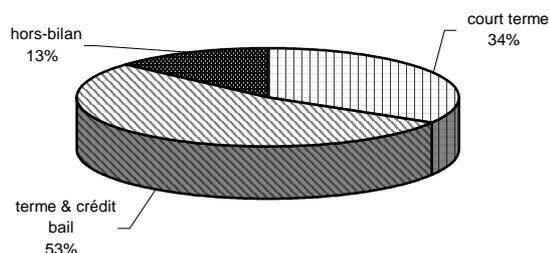


Risques bancaires sur le secteur du commerce

en millions d'euros

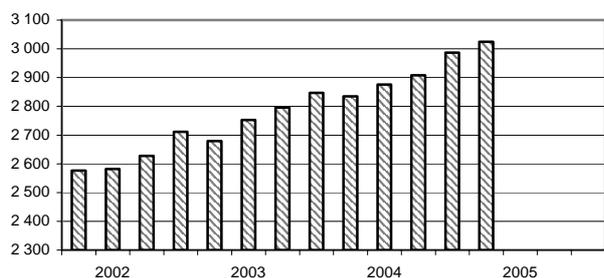


Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

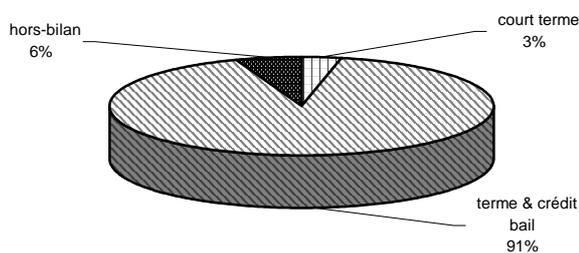


Risques bancaires sur le secteur de l'immobilier

en millions d'euros

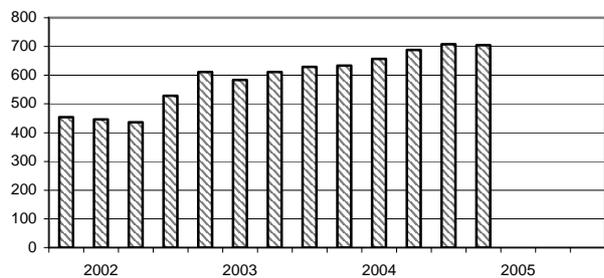


Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

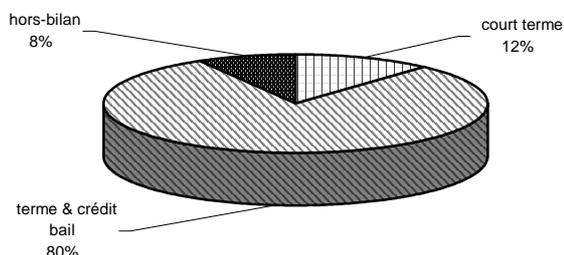


Risques bancaires sur le secteur des services (hors activités immobilières)

en millions d'euros

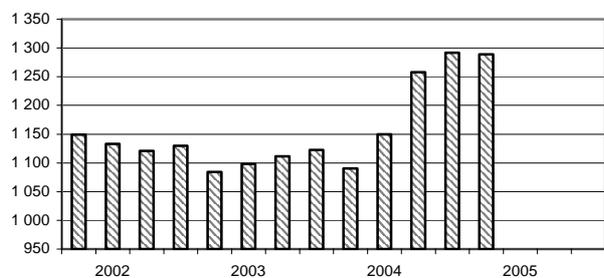


Répartition des risques par secteur au 31/03/2005

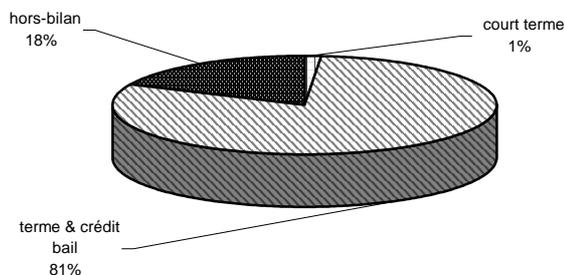


Risques bancaires sur le secteur des administrations publiques

en millions d'euros



Répartition des risques par secteur au 31/03/2005



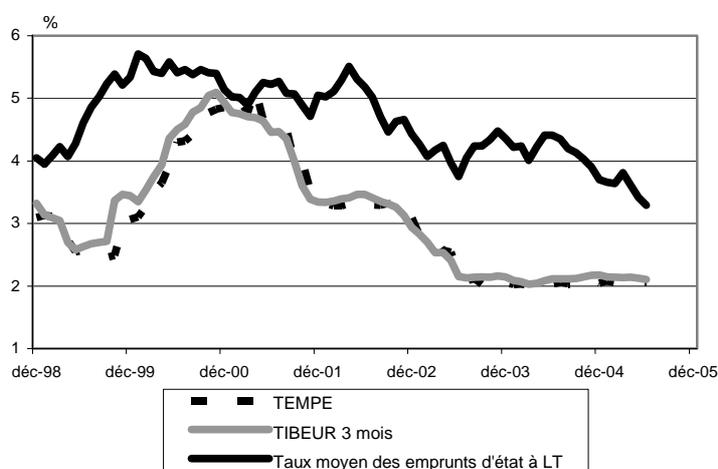
7. Rappel des taux

7.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (09/06/03)	2,00%
Taux de la facilité de dépôt (06/06/03)	1,00%
Taux de la facilité de prêt marginal (06/06/03)	3,00%

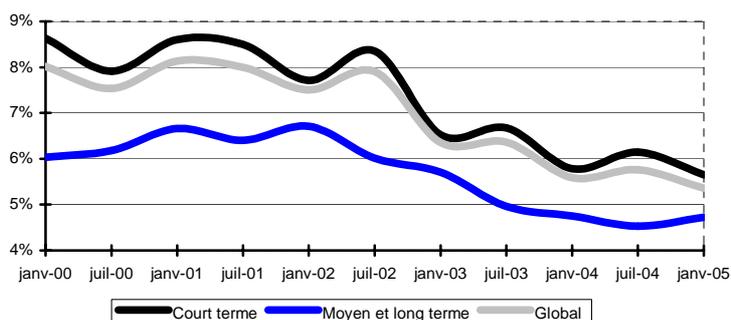
TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er août 05)		
Livret A et bleu	Codevi	LEP
2,00%	2,00%	3,00%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,25%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2004 (JO du 15/02/04)	2,27%	
ANNEE 2005 (JO du 17/02/05)	2,05%	

7.2 Principaux taux de marché



7.3 Enquête de l'IEDOM sur le coût du crédit aux entreprises

	Taux moyens pondérés		
	janv-04	juil-04	janv-05
Court terme	5,78%	6,15%	5,65%
.. Escompte	5,58%	5,30%	5,98%
.. Découvert	6,22%	7,03%	5,52%
.. Autres CT	4,23%	5,02%	5,49%
Moyen et long terme	4,75%	4,53%	4,72%
Taux moyen pondéré global	5,59%	5,76%	5,36%



7.4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1966.

L'article 32 de la loi n°2003-721 du 1^{er} août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

Catégories de crédit		Plafonds de l'usure applicables à compter de						
		janv-04	avr-04	juil-04	oct-04	janv-05	avr-05	juil-05
Particuliers	Prêts immobiliers							
	- Prêts à taux fixe	6,88%	6,77%	6,67%	6,56%	6,63%	6,29%	6,03%
	- Prêts à taux variable	6,40%	6,11%	5,88%	5,85%	5,84%	5,69%	5,53%
	- Prêts relais	7,12%	7,04%	6,72%	6,68%	6,56%	6,20%	5,92%
	Autres prêts							
- Prêts d'un montant < ou = à 1.524 euros *	21,25%	20,85%	20,73%	20,13%	19,45%	19,60%	19,87%	
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1.524 euros	9,96%	9,60%	9,07%	9,12%	8,85%	8,87%	8,29%	
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1.524 euros (*)	16,84%	16,52%	16,64%	16,21%	16,33%	16,53%	16,77%	
Entreprises	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	8,33%	8,52%	8,40%	8,55%	8,47%	8,53%	8,95%
	- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans à taux fixe	6,48%	6,57%	6,41%	6,47%	6,65%	6,43%	6,31%
	- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans à taux variable	6,33%	6,35%	6,00%	6,08%	6,01%	5,79%	5,67%
	- Découverts en compte (**)	10,85%	11,05%	10,73%	11,27%	11,71%	11,55%	11,72%
	- Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à 2 ans	8,67%	8,49%	7,73%	8,20%	7,88%	7,67%	7,81%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

8. Monnaie fiduciaire

8.1 Emission mensuelle de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (à fin mai 2005)

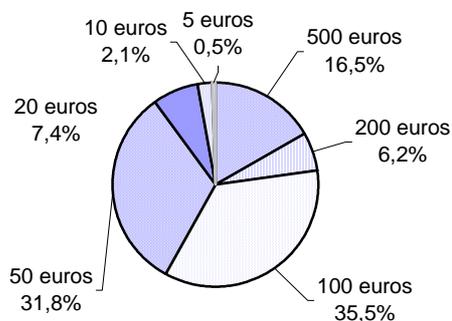
en valeur (en millions d'euros)



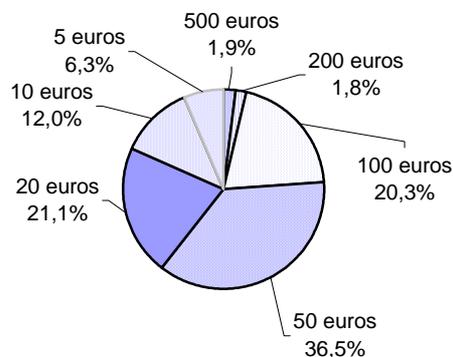
en volume (en milliers d'unités)



Répartition en valeur au 31 mai 2005



Répartition par quantité au 31 mai 2005



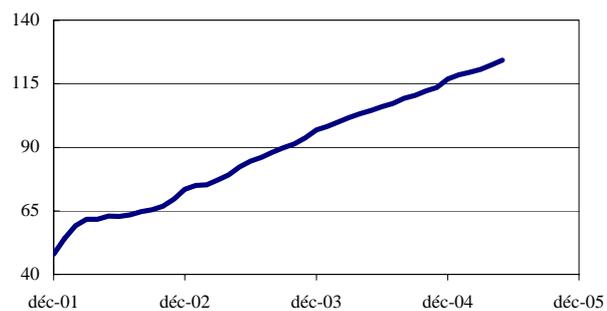
8.2 Emission mensuelle de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (à fin mai 2005)

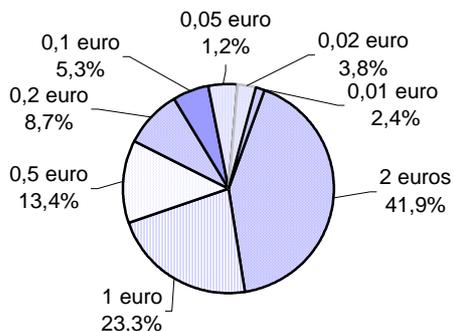
en valeur (en millions d'euros)



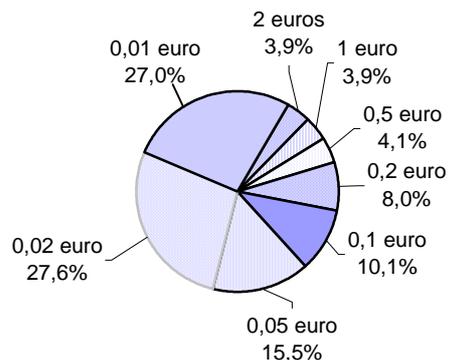
en volume (en millions d'unités)



Répartition en valeur au 31 mai 2005



Répartition par quantité au 31 mai 2005



INSTITUT D'ÉMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
4 rue de la Compagnie - 97400 Saint-Denis

Téléphone : 0262.90.71.00 – télécopie : 0262.21.41.32

Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : A. VIENNEY
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur : IEDOM

Achevé d'imprimer le 29 juillet 2005

Dépôt légal – Juillet 2005